

Une des conditions du développement du pays

Le fossé abyssal qui, à l'heure actuelle, sépare nombre de responsables administratifs mauritaniens des qualifications professionnelles et technique requises par les responsabilités qu'ils exercent est tel, qu'il fait sérieusement douter de la relation de causalité censée exister entre les mérites de l'individu et le statut social qu'il se voit confier au sein de sa communauté.

C'est en effet à se demander si le fait de croire que la responsabilisation du citoyen doit nécessairement être fonction de ses aptitudes intellectuelles et professionnelles ne relève pas d'un dogmatisme béat et d'un déterminisme simpliste.

Quoi qu'il en soit, dans tous les pays où la normalité et la rationalité prévalent, l'ascension sociale du citoyen, sa promotion socioprofessionnelle et sa valorisation sont directement proportionnelles à son niveau intellectuel, à ses compétences techniques, à ses qualités humaines et aux performances dont il se montre capable.

Voilà pourquoi, dans un esprit d'émulation et de saine compétition, les individus, dans ces pays, cherchent à briller, à se distinguer et s'efforcent de se dépasser et d'exercer, ce qui met en branle une dynamique de créativité qui mène aux innovations et conduit aux découvertes et aux inventions dans les domaines les plus divers.

La recherche de l'excellence considérée comme la clef de voûte de la réussite sociale, incite tout un chacun à dépasser ses ressources mentales jusqu'à leurs limites ultimes.

Il n'est pas dès lors étonnant que, dans ces pays, les systèmes éducatifs soient conçus de manière à assurer une préparation optimale des ressources humaines à l'effet de favoriser la recherche scientifique, de provoquer l'éclosion des génies et la floraison des compétences dans tous les domaines du savoir.

C'est dire que, dans ces pays, le mérite de l'individu et la considération dont il jouit sont directement liés à ses compétences, à ses performances et à la valeur intrinsèque qui le distingue.

Par ailleurs, en Mauritanie traditionnelle, le savoir était hautement valorisé et les savants particulièrement estimés. La vénération que les Mauritaniens vouaient au savoir était telle, que les savants jouissaient d'un statut social particulièrement distingué et ils constituaient de ce fait une autorité morale très écoutée et ayant un ascendant véritable sur toutes les couches sociales de la population mauritanienne.

C'est dire, là aussi, qu'au sein de la société traditionnelle mauritanienne,

le savoir que détient l'individu lui confère invariablement une distinction et une aura extrêmement valorisantes.

En outre, après l'avènement de la colonisation, l'administration française témoignait quant à elle une déférence marquée pour les hommes de culture et leur réservait un traitement spécial par respect pour le savoir dont ils sont détenteur.

De plus, l'attribution des responsabilités administratives et politiques, à l'époque coloniale, prenait en compte les aptitudes intellectuelles et les qualités morales des personnes à responsabiliser. La première république mise en place à l'indépendance nationale s'était elle aussi toujours efforcée, en dépit de l'extrême modeste des ressources, à recruter les auxiliaires administratifs et à les responsabiliser, le cas échéant, compte tenu de leurs niveaux intellectuels et des coefficients personnels de chacun d'entre eux considérés à part.

Bien qu'il y eut une mobilité professionnelle ascendante à la faveur de l'arrivée progressive sur le marché du travail de nouveaux cadres, il n'y avait jamais eu de responsabilisation abusive, pas plus qu'il n'y avait d'aspiration inconsidérée à des promotions fulgurantes et injustifiées.

Les fonctionnaires n'étaient certes pas dépourvus d'ambition pour les promotions, mais les ambitions qu'ils nourrissaient étaient modérées par le sens de la mesure et par le respect des procédures régissant l'évolution des plans de carrière dans le pays.

Avec l'arrivée des militaires au pouvoir, l'ordre des choses qui prévalait jusqu'alors dans ce pays et l'échelle de valeurs qui le sous-tendait se sont progressivement désagrégés, pour laisser place à un nouveau modus operandi basé sur l'autoritarisme et la volonté régalienne du chef.

Les règles et les normes qui réglementaient et régissaient les choses ont petit à petit été remplacées par des instructions et des ordres univoques qui ont force de loi.

Les critères qui fondaient la différenciation entre les citoyens en l'occurrence: le savoir, les compétences, le professionnalisme, la rectitude morale... ont elles aussi été remplacées par d'autres éléments d'appréciation telles que l'allégeance, la soumission voire la reddition à la volonté du prince.

L'attribution des charges publiques et des responsabilités politico-administratives tend depuis lors à se faire moins en fonction des qualifications objectives qu'en fonction de la fidélité politique au maître du moment.

Cet état des choses a eu des conséquences dévastatrices et multidimensionnelles sur tous les aspects de la

vie nationale. Ainsi au plan psychologique a mythomanie, l'imposture, le larbinisme et la versatilité tendent de plus en plus à se substituer à la sincérité, à la spontanéité, à la dignité et à la constance.

Au plan éthique, toutes les valeurs morales, les codes sociaux et les idéaux qui constituaient jusqu'ici le cadre référentiel de la société mauritanienne semblent, à présent, être foulés aux pieds.

Au plan social, les traditions séculaires, les coutumes ancestrales, les codes de conduite et les divers repères sociaux qui réglementaient les comportements et les rapports sociaux sont en passe de tomber en désuétude, menaçant de créer un chaos béant générateur de divagation et d'errements inquiétants.

Au plan économique, il est de plus en plus manifeste que l'attribution des responsabilités de gestion des unités et structures constitutives du tissu économique national, à des personnes choisies non pas selon leur qualification professionnelle affirmées, ni leurs qualités humaines avérées, mais suivant leur servitude et leur suivisme illimités, a favorisé les malversations, la prévarication, la corruption et la dilapidation des ressources nationales.

Au plan institutionnel, la faiblesse des niveaux intellectuels de certaines personnes parmi celles qui occupent des positions clefs au niveau des institutions nationales et la porosité psychologique et morale de leurs personnalités sont à la base de la médiocrité patente de leurs performances, et explique la faiblesse de notre rayonnement politique international.

Au plan culturel, la banalisation du

mérite qui se traduit par la dévalorisation des compétences, la déconsidération des aptitudes et le mépris du savoir ainsi que la marginalisation voire l'exclusion de l'élite intellectuelle nationale, a eu un effet désastreux non seulement sur l'intelligence mauritanienne, mais aussi sur les différents paliers du système éducatif national, sur la recherche scientifique et donc sur la production intellectuelle dans le pays de façon générale.

En effet, l'inexistence de structures d'accueil pour les universitaires mauritaniens qui rentrent au pays bardés de diplômes et qui, faute d'être intégrés, se voient contraints de réémigrer, le chômage des diplômés, la précarité de la situation des enseignants de tous les ordres d'enseignement et la faible conscience professionnelle de certains d'entre eux; en plus de l'atrophie de la recherche scientifique due à la paresse de la plupart des membres du corps enseignant du supérieur, combinée avec le manque d'intérêt que les responsables des institutions universitaires ont pour la recherche scientifique, tout ceci ajouté à l'inexistence d'une politique conséquente de motivation des chercheurs - nonobstant les prix Chinguitt qui demeurent insuffisants - et aggravé par l'absence d'une maison d'édition dans le pays, tous ces facteurs donc et leurs effets combinés découragent et démotivent les élèves et les étudiants qui, voyant les diplômés en chômage, les cadres les plus brillants marginalisés au profit des médiocrités notoires, se désintéressent des études et se détournent de la culture et du savoir dont ils constatent, à juste titre, qu'ils ne mènent nulle part dans le contexte national.

Cette situation a malheureusement

conduit à une désaffection croissante pour la culture et un mépris royal pour les intellectuels dont les seules ressources sont, au demeurant, leur savoir dont la valeur marchande est quasi-nulle.

C'est donc dire que pour l'ensemble des raisons évoquées plus haut, le pays se trouve à l'heure actuelle à l'orée d'une crise éthique, sociale, culturelle et, partant, civilisationnelle extrêmement préoccupante.

La campagne d'alphabétisation déclenchée par les pouvoirs publics, malgré sa pertinence, et la politique de la promotion du livre et de la prolifération des maisons de lecture, en dépit de sa générosité, ne sauraient à elles seules désamorcer cette crise multidimensionnelle, tant le déficit qu'elle constitue est grand.

La seule approche qui me semble de nature à relever ce déficit consiste, à mon sens, à réhabiliter le mérite de tout un chacun, et ce en faisant de l'excellence le passage obligé vers la promotion économique, l'ascension sociale et la distinction intellectuelle et académique.

Si l'excellence et le brio sont perçus comme des facteurs de valorisation, comme une source de prestige et un motif de distinction, cela mènera, à travers l'émulation et la compétition, à l'impulsion du système éducatif national dans son ensemble; et conduira à coup sûr au développement de la recherche scientifique, à l'essor culturel et, par ricochet, à l'expansion économique et en définitive au bon civilisationnel que tous les Mauritaniens appellent de leur vœux.

DR MOHAMED LEMINE
OULD EL KETTAB